

Venezuela : Amnistie générale et fermeture du centre de détention de l'Hélicoïde - Amérique latine-Bolivar Infos

Bolivar Infos

Luigino Bracci

Traduction Françoise Lopez pour Amérique latine–Bolivar Infos

La présidente du Venezuela par intérim, Delcy Rodríguez, a annoncé vendredi du siège du Tribunal Suprême de Justice (TSJ) qu'elle proposera une loi d'amnistie générale qui englobera la période de violence politique extrémiste de 1999 à maintenant, comme une façon d'ouvrir des espaces à la saine convivialité politique dans le pays.

Elle a souligné que cette proposition de loi à ses antécédents dans les deux lois d'amnisties du commandant Chávez et dans une loi du président Maduro : « Là se trouve l'esprit de Chávez et de Maduro, » a dit la présidente par intérim.

Cette loi doit être une loi « destinée à réparer les blessures laissées par l'affrontement politique, la violence, l'extrémisme. Elle serve à réorienter la justice dans notre pays et la convivialité entre les Vénézuéliens, » a-t-elle déclaré, au milieu des applaudissements des juges, des magistrats et des personnalités présentes lors de cette cérémonie.

Elle a demandé au président de l'Assemblée nationale, Jorge Rodríguez, de collaborer totalement pour qu'une fois que la Commission Spéciale pour la Révolution Judiciaire et le Programme de Convivialité Démocratique pour la Paix seront activés autour de cette règle, le Parlement agisse rapidement.

Auparavant, elle a noté que la décision de créer cette loi d'amnistie a été discutée au niveau du Haut Commandement Politique de la Révolution et que « c'est aussi la décision du président Nicolas Maduro et de la première dame (Cilia Flores), avec qui nous avons des échanges, mais dont nous tenons aussi les lignes directrices qu'ils nous ont fournies au cas où une situation catastrophique surviendrait dans notre pays, comme cela s'est effectivement produit le 3 janvier ».

Rodríguez Gómez a estimé que cette mesure était une opportunité pour vivre en paix, et dans la tranquillité au Venezuela : « Avec des différences, bien sûr. À partir de la diversité et de la pluralité qui existent, nous pouvons coexister dans le respect et, par-dessus tout, dans le respect de la loi et de la justice au Venezuela », a-t-elle déclaré fermement.

Et elle a souligné que cette loi ne s'appliquera pas à ceux qui ont commis des délits graves en se cachant sous des motifs politiques : « Seront exclus de ces procédures ceux qui ont été condamnés pour homicide, pour trafic de drogue, pour corruption et pour violations graves des droits de l'homme, » a-t-elle précisé.

Elle a également demandé à ceux qui ont déjà bénéficié de la libération prononcée par le Gouvernement de ne pas céder à la « vengeance, la revanche ou la haine ». Nous vous donnons une chance de vivre en paix et en tranquillité au Venezuela. Avec des différences, bien sûr, car il y en a ».

Humanisation de la justice

La présidente par intérim a attiré l'attention sur ce qu'elle a appelée « la criminalisation de pauvreté » en évoquant le fait qu'au Venezuela, 68,8 % des personnes privées de liberté viennent d'un environnement pauvre (les secteurs 4 et 5) alors que seulement 1,14 % vient de la couche socio-économique la plus favorisée économiquement, ce qui révèle l'existence « d'une composante de sélectivité socio-économique » dans l'application de la loi.

« Je vous demande de changer cette réalité, que l'État vénézuélien intervienne socialement et économiquement pour prévenir la criminalité. Et je demande également [...] des mesures alternatives à la répression et à la punition [...], dans le cadre d'une catégorisation des délits », a-t-il déclaré.

Ensuite, elle a rendu publique la convocation à « une grande consultation nationale dont le but sera la

construction d'un nouveau système de justice. Cette initiative sera en charge de la Commission de la Révolution pour la Justice que dirige le ministre de l'intérieur, de la justice de la paix, Diosdado Cabello.

« Il existe des domaines dans lesquels les Vénézuéliens peuvent continuer à avancer et à progresser avec détermination, dans la cohésion et l'union nationale. Et la justice est un domaine propice à l'union nationale car elle garantit la protection des droits de tous les Vénézuéliens sans distinction de classe sociale ni d'accès à aucune sorte de pouvoir. C'est le concept de justice universelle dont un pays doit se doter pour se soutenir. »

L'Hélicoïde ne sera plus une prison

Pour avancer dans le dépassement de la violence politique, la présidente par intérim a dit que l'Hélicoïde cesserait de fonctionner comme un centre de détention et deviendrait un centre social, sportif et culturel pour les familles de policiers et les communautés voisines comme symbole de la paix du pays.

« Que la justice devienne la reine des vertus républiques et que nous puissions garantir la paix et l'avenir du Venezuela en tant que nation indépendante, libre, souveraine et de paix, » a déclaré la présidente par intérim.

Les antécédents de la loi d'amnistie

La propos de la loi d'amnistie que la présidente par intérim Delcy Rodríguez a proposée ce vendredi, il faut rappeler que sous la Révolution Bolivarienne, cette possibilité a déjà été utilisée au bénéfice de personnes qui avait violé les principes constitutionnels, toujours dans le but d'apporter la paix au pays.

Sous la présidence du commandant Hugo Chávez Frías (1999–2013), la plus connue est celle qui a été promulguée en 2007, publiée au Journal Officiel extraordinaire numéro 5 870 en date du 31 décembre 2007, qui avait remis en totale liberté des individus impliqués dans les évènements du 11 avril 2002 (les signataires du décret de Pedro Carmona).

Elle a également bénéficié à des citoyens jugés pour avoir pris des gouvernements régionaux et des mairies pendant la même période et pour avoir participé à des événements en relation avec la grève pétrolière de 2002 et 2003. L'objectif était d'aplanir le terrain vers la paix sociale et la coexistence politique en essayant de fermer les brèches créées par l'instabilité des années précédentes.

Seront exclus de cette amnistie les responsables de violations des droits de l'homme, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Sous la présidence du président Nicolas Maduro (2013–maintenant) a été approuvée une grâce présidentielle pour faciliter les processus de dialogue avec divers secteurs de la société. Dans ce cadre, on a accordé le pardon de leur peine ou l'extinction de l'action pénale à 110 citoyens.

Cette décision, le publier au JO numéro 6 569 en date du 31 août 2020, concerné des députés à qui on avait levé leurs immunité et des dirigeants, qui étaient l'objet de mesure préventive ou dans des Siège diplomatique. Étaient concernés des gens comme Freddy Guevara, Mariela, Magallanes, Roberto Marrero et Henri Ramos Allup parmi d'autres dirigeants des partis d'opposition.

Sous le Gouvernement actuel de Maduro, différentes procédures de dialogues et de remise en liberté (2023–2024) ont été mises en place.

Déclaration sur la licence du département du Trésor

Le département du Trésor a délivré la licence générale (LG) n° 46, sur la base réglementaire des règlements concernant les sanctions contre le Venezuela qui suppose une révision administrative soigneusement calibrée, ajuste le cadre réglementaire en vigueur et redéfinit les conditions dans lesquelles la participation des États-Unis aux opérations pétrolières vénézuéliennes est autorisée.

La présidente par intérim a également demandé à la Cour Constitutionnelle du plus haut tribunal du pays de se prononcer sur la licence générale émise ce jeudi 29 janvier par le département du Trésor des États-Unis sur les ressources du Venezuela.

Ceci pour préserver la juridiction du Venezuela et préserver le droit du Venezuela à avoir des relations internationales diverses et des relations de coopération économique avec tous les pays du monde. »

Source en espagnol :

<https://albaciudad.org/2026/01/delcy-rodriguez-amnistia-general-cierre-helicoide/>

URL de cet article :

<https://bolivarinfos.over-blog.com/2026/01/venezuela-amnistie-generale-et-fermeture-du-centre-de-detention-de-l-helicoide.html>